

# Rapport financier 2019

## Exercice terminé le 31 décembre 2019

**Nom :** Dollard-Des Ormeaux

**Code géographique :** 66142

**Type d'organisme municipal :** Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Roman Beschieru, atteste la véracité du rapport financier  
de Dollard-Des Ormeaux pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.  
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature \_\_\_\_\_ Date 2020-08-10

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>États financiers audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
<b>Renseignements complémentaires</b>	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
<b>Renseignements financiers non audités</b>	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Aux membres du conseil de la Ville de Dollard-des-Ormeaux,

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Dollard-des-Ormeaux (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Dollard-des-Ormeaux au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Observations - Informations financières établies à des fins fiscales**

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Dollard-des-Ormeaux inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S(17), S(18), et S(23) portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

financière de l'entité.

**Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par ]

Goudreau Poirier inc.

Vaudreuil-Dorion, le 10 août 2020

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A 107797

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

[Original signé par ]

**ÉTAT DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2019	2019	2018
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	80 928 900	80 785 399	79 021 605
Compensations tenant lieu de taxes	2	920 000	918 391	879 672
Quotes-parts	3			
Transferts	4	8 356 000	4 820 452	8 020 133
Services rendus	5	866 100	1 495 252	1 302 374
Imposition de droits	6	3 592 000	4 179 911	3 559 713
Amendes et pénalités	7	800 000	646 747	860 547
Revenus de placements de portefeuille	8	350 000	628 916	504 480
Autres revenus d'intérêts	9	510 000	547 077	435 101
Autres revenus	10		462 656	350 846
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	96 323 000	94 484 801	94 934 471
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	14 330 535	13 549 665	14 222 182
Sécurité publique	15	19 138 810	19 192 002	18 406 726
Transport	16	23 292 133	24 564 690	22 796 489
Hygiène du milieu	17	14 267 229	14 091 936	13 408 989
Santé et bien-être	18	651 252	639 386	628 537
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 244 126	2 301 131	1 895 114
Loisirs et culture	20	19 957 578	21 457 379	19 466 667
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 788 800	962 324	977 548
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	95 670 463	96 758 513	91 802 252
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	652 537	(2 273 712)	3 132 219
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		110 572 743	107 440 524
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		110 572 743	107 440 524
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>				
	29		108 299 031	110 572 743

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.**



**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	9 342 200	13 257 106
Débiteurs (note 5)	2	17 199 280	20 097 168
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	6 942 889	6 889 415
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	1 580 000	1 597 000
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	<b>35 064 369</b>	<b>41 840 689</b>
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	11 983 779	12 989 763
Revenus reportés (note 12)	12	216 927	406 254
Dette à long terme (note 13)	13	40 232 136	36 647 387
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	<b>52 432 842</b>	<b>50 043 404</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	<b>(17 368 473)</b>	<b>(8 202 715)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	17	124 891 172	117 960 544
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	137 196	137 196
Stocks de fournitures	19	471 345	484 339
Autres actifs non financiers (note 17)	20	167 791	193 379
	21	<b>125 667 504</b>	<b>118 775 458</b>
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	22	<b>108 299 031</b>	<b>110 572 743</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2019</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	652 537	(2 273 712)	3 132 219
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	17 752 000 ) (	17 396 955 ) (	10 116 606 )
Produit de cession	3		81 800	408 315
Amortissement	4	10 453 663	10 453 663	10 024 645
(Gain) perte sur cession	5		(69 136)	(276 119)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(7 298 337)	(6 930 628)	40 235
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		12 994	(40 484)
Variation des autres actifs non financiers	10		25 588	(59 003)
	11		38 582	(99 487)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(6 645 800)	(9 165 758)	3 072 967
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(8 202 715)	(11 275 682)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(8 202 715)	(11 275 682)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19		(17 368 473)	(8 202 715)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Activités de fonctionnement</b>		
Excédent (déficit) de l'exercice	1 (2 273 712)	3 132 219
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	2 10 453 663	10 024 645
Autres		
- Gain sur cession d'actif	3 (69 136)	(276 119)
- Réduction valeur Placement UMQ	4 64 753	
	5 8 175 568	12 880 745
Variation nette des éléments hors caisse		
Débiteurs	6 2 897 888	(1 071 627)
Autres actifs financiers	7	
Créditeurs et charges à payer	8 (1 005 984)	(84 499)
Revenus reportés	9 (189 327)	99 808
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10 17 000	(820 000)
Propriétés destinées à la revente	11	
Stocks de fournitures	12 12 994	(40 484)
Autres actifs non financiers	13 25 588	(59 003)
	14 9 933 727	10 904 940
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>		
Acquisition	15 ( 17 396 955 )	( 10 116 606 )
Produit de cession	16 81 800	408 315
	17 (17 315 155)	(9 708 291)
<b>Activités de placement</b>		
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux		
Émission ou acquisition	18 ( 372 128 )	( )
Remboursement ou cession	19	
Autres placements de portefeuille		
Acquisition	20 ( 249 177 )	( 88 907 )
Cession	21 503 078	
	22 (118 227)	(88 907)
<b>Activités de financement (note 4)</b>		
Émission de dettes à long terme	23 7 559 000	3 220 000
Remboursement de la dette à long terme	24 ( 3 958 000 )	( 6 502 000 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26 (16 251)	33 382
Autres		
-	27	
-	28	
	29 3 584 749	(3 248 618)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>		
	30 (3 914 906)	(2 140 876)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice		
Solde déjà établi	31 13 257 106	15 397 982
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32	
Solde redressé	33 13 257 106	15 397 982
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>		
	34 9 342 200	13 257 106

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Dollard-des-Ormeaux (la Ville) est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003 chapitre 14), de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.Q., c. E-20.001) ainsi que du décret n° 1229-2005 du 8 décembre 2005 concernant l'agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

##### a) Périmètre comptable

S.O.

##### b) Partenariats

S.O.

#### B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et transactions.

#### Constataion des revenus

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés s'ils ont fait l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

**Estimations comptables**

La préparation des états financiers de la Ville, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des provisions établies par la direction.

Les principales estimations de la Ville se situent au niveau des provisions pour créances douteuses et de contestations de taxes, de la durée estimative des immobilisations, des hypothèses actuarielles reliées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs, de divers courus à payer et au niveau des éventualités.

**C) Actifs**

S.O.

**a) Actifs financiers**

**Placements**

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

**b) Actifs non financiers**

**Autres actifs non financiers**

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour les services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**Stocks**

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes:

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	20 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Équipement informatique, Ameublement et équipement de bureau	5 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 20 ans

**D) Passifs****Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

**E) Revenus**

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****F) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2015 (ci-après la «Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2019 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif - 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

S.O.

**H) Instruments financiers**

S.O.

**I) Autres éléments**

**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges de fonctionnement.

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires excluant l'encaisse chez un courtier conservée aux fins de placements, incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

**3. Modification de méthodes comptables**

S.O.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>4. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 9 342 200	13 257 106
Découvert bancaire	2 ( ) ( )	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>8 9 342 200</b>	<b>13 257 106</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie		
	9	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice		
	10	
<b>Note</b>		
<b>5. Débiteurs</b>		
Taxes municipales	11 3 075 896	2 780 834
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 10 667 833	11 457 833
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 388 335	3 181 024
Organismes municipaux	15 1 763 928	1 316 154
Autres		
- Droits de mutation	16 879 601	570 642
- Contraventions et autres	17 423 687	790 681
	18 17 199 280	20 097 168
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 8 998 300	9 870 249
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 8 998 300	9 870 249
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 518 769	561 903
<b>Note</b>		
<b>6. Prêts</b>		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
<b>Note</b>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
<b>7. Placements de portefeuille</b>			
Placements à titre d'investissement	30	307 375	
Autres placements	31	6 635 514	6 889 415
	32	6 942 889	6 889 415
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

**Note**

Les placements à titre d'investissement représentent la participation de la ville au Programme d'assurance de dommages UMQ. Les autres placements représentent des titres à revenus fixes et des liquidités conservés chez un courtier. La valeur marchande est de 6 635 514\$.

**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	1 580 000	1 597 000
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u>1 580 000</u>	<u>1 597 000</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	2 282 000	2 102 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	517	1 421
Régimes de retraite des élus municipaux	42	66 304	58 607
	43	<u>2 348 821</u>	<u>2 162 028</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note**

Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 était requise par la Loi pour tous les régimes visés.

La Loi prévoit un processus avec période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements à être apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel doit être prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus, avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 était requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. La Cour supérieure a rendu un jugement le 9 juillet 2020 concernant la Loi 15 déclarant inconstitutionnelles certaines dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités. Puisque le régime de retraite de la Ville de Dollard-Des-Ormeaux comporte une disposition liée à l'indexation automatique des rentes des retraités, l'inconstitutionnalité de ces articles de la Loi 15 pourrait avoir un impact sur la sentence arbitrale liée à la restructuration suite à la Loi 15. L'application du jugement dépendra de la décision des parties de porter ou non le jugement en appel.

**Application de la Loi aux régimes de la Ville**

La Ville a finalisé des ententes pour son régime de retraite suite à la Loi. L'effet sur les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation a été appliqué conformément avec les dispositions de la Loi et des dispositions de l'entente conclue. La restructuration du régime de retraite n'a pas d'incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2019.

---

**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44
Autres	45
	46

---

**Note**

---

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

---

**10. Emprunts temporaires**


---

**11. Crédoiteurs et charges à payer**

Fournisseurs	47	3 718 099	3 992 633
Salaires et avantages sociaux	48	3 971 434	3 629 782
Dépôts et retenues de garantie	49	3 556 034	2 886 762
Provision pour contestations d'évaluation	50	320 000	310 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus	53	235 827	235 603
- Contingences légales	54	141 200	1 885 700
- Divers	55	41 185	49 283
-	56		
-	57		
	58	11 983 779	12 989 763

---

**Note**


---

**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	216 927	406 254
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
-	68		
-	69		
-	70		
-	71		
	72	216 927	406 254

---

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

						<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<b>Taux d'intérêt</b>		<b>Échéance</b>			
		<b>de</b>	<b>à</b>	<b>de</b>	<b>à</b>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	3,95	2024	2039	73	40 295 000	36 694 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78	2 604	2 604
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80		
					81	40 297 604	36 696 604
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	( 65 468 )	( 49 217 )
					83	40 232 136	36 647 387

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<b>Obligations et billets</b>		<b>Autres dettes à long terme</b>		<b>Total 2019</b>		
	<b>Avec fonds d'amortissement</b>	<b>Sans fonds d'amortissement</b>	<b>Location-acquisition</b>	<b>Autres</b>			
2020	84	92	4 157 000	100	109	117	4 157 000
2021	85	93	3 899 000	101	110	118	3 899 000
2022	86	94	3 483 000	102	111	119	3 483 000
2023	87	95	3 058 000	103	112	120	3 058 000
2024	88	96	3 138 000	104	113	121	3 138 000
2025 et +	89	97	22 560 000	105	114	122	22 562 604
	90	98	40 295 000	106	115	123	40 297 604
Intérêts et frais accessoires			107 (	)		124 (	)
	91	99	40 295 000	108	116	125	40 297 604

**Note**

		<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(17 368 473)	(8 202 715)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	(	)
Autres	128	(	)
	129	(17 368 473)	(8 202 715)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	130	158		185		212		
Eaux usées	131	159		186		213		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	151 836 224	160	7 382 885	187	595 480	214	158 623 629
Autres	133		161		188		215	
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	67 685 003	163	8 057 077	190		217	75 742 080
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	1 595 311	165	642 944	192	450 804	219	1 787 451
Ameublement et équipement de bureau	138	1 015 253	166	416 788	193	243 538	220	1 188 503
Machinerie, outillage et équipement divers	139	9 411 416	167	701 582	194	639 742	221	9 473 256
Terrains	140	8 867 424	168	195 679	195		222	9 063 103
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>240 410 631</u>	170	<u>17 396 955</u>	197	<u>1 929 564</u>	224	<u>255 878 022</u>
Immobilisations en cours	143		171		198		225	
	144	<u>240 410 631</u>	172	<u>17 396 955</u>	199	<u>1 929 564</u>	226	<u>255 878 022</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	145		173		200		227	
Eaux usées	146		174		201		228	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	89 448 072	175	7 311 646	202	595 480	229	96 164 238
Autres	148		176		203		230	
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	26 877 413	178	1 916 583	205		232	28 793 996
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	1 245 539	180	137 711	207	438 140	234	945 110
Ameublement et équipement de bureau	153	484 075	181	154 343	208	243 538	235	394 880
Machinerie, outillage et équipement divers	154	4 394 988	182	933 380	209	639 742	236	4 688 626
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>122 450 087</u>	184	<u>10 453 663</u>	211	<u>1 916 900</u>	238	<u>130 986 850</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	157	<u>117 960 544</u>					239	<u>124 891 172</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	137 196	137 196
	253	137 196	137 196
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	137 196	137 196
<hr/>			
<b>Note</b>			

<b>17. Autres actifs non financiers</b>			
Frais payés d'avance			
-	256	167 791	193 379
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	167 791	193 379
<hr/>			
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**18. Obligations contractuelles**

La Ville est engagée d'après les contrats de déblaiement de la neige, de service de collecte des déchets et la collecte sélective, de service de patrouille municipale, de services de conciergerie, de services d'entretien extérieur et de services d'audit financier, échéant jusqu'en 2024 pour un montant total de 15 337 484 \$, taxes incluses. Les versements exigibles au cours des prochains exercices, avec taxes également, s'élèvent à 4 612 727 \$ en 2020, 3 651 333 \$ en 2021, 3 217 998 \$ en 2022, 2 921 017 \$ en 2023 et 934 409 \$ en 2024.

**19. Droits contractuels**

La Ville a octroyé des baux de location de terrains et de bâtiments, échéant jusqu'en 2037 pour un montant total de 771 417 \$. Les revenus de location recevables au cours des prochains exercices s'élèvent à 70 491 \$ en 2020, 70 567 \$ en 2021, 70 642 \$ en 2022, 70 718 \$ en 2023, 67 993 \$ en 2024 et 421 006 \$ entre 2025 et 2037.

**20. Passifs éventuels**

Les passifs éventuels de la Ville proviennent de poursuites et de contestations d'évaluation foncière.

**a) Cautionnements et garanties**

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018
262			

S.O.

**b) Auto-assurance**

S.O.

**c) Poursuites**

Au 31 décembre 2019, les réclamations pendantes contre la Ville s'élèvent à 26 407 100 \$. La Ville a comptabilisé une provision qu'elle a jugé adéquate.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit: la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget annuel d'opérations, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

**d) Autres**

Provision pour contestations d'évaluation

Certains contribuables résidentiels et non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites aux rôles pour les exercices 2011 à 2013, 2014 à 2016 et 2017 à 2019. Actuellement il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la Ville pourrait subir au cours des prochains exercices.

Une provision pour l'ensemble des contestations d'évaluation au montant de 320 000 \$ a été inscrite au bilan pour pourvoir aux pertes possibles.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient portées en diminution de la provision et, si celle-ci s'avérait insuffisante, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice en cours.

**21. Actifs éventuels**

S.O.

**22. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**23. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par le conseil municipal.

**24. Instruments financiers**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**25 Événements postérieurs à la date de l'état de la situation financière**

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'éclosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme pandémie mondiale, qui continue de se propager au Canada et dans le monde.

En date du 10 août 2020, l'entité a adopté plusieurs mesures de prévention qui comprennent notamment le maintien des services essentiels et la restriction d'accès, jusqu'à nouvel ordre, de plusieurs installations culturelles et sportives et aux bâtiments municipaux et administratifs. Elle a notamment annulé ou reporté plusieurs activités et événements de sa programmation printanière et estivale. La Ville a également reporté le deuxième versement de taxes municipales du 28 mai au 26 août 2020.

La crise liée à cette pandémie aura possiblement des incidences financières qui pourraient affecter temporairement les résultats financiers des exercices futurs. Toutefois, il est impossible d'estimer de façon fiable les incidences que la durée et la gravité de la pandémie pourraient causer sur les résultats futurs.

En conséquence, nous ne sommes pas en mesure d'estimer l'impact potentiel sur les activités de l'entité en date de ces états financiers.

---

**26 Données comparatives**

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées ou modifiées.

---

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<b>Budget 2019</b>		<b>Réalisations 2019</b>		<b>Réalisations 2018</b>
		<b>Sans ventilation de l'amortissement</b>	<b>Sans ventilation de l'amortissement</b>	<b>Ventilation de l'amortissement</b>	<b>Total</b>	
<b>Revenus</b>						
<b>Fonctionnement</b>						
Taxes	1	80 928 900	80 785 399		80 785 399	79 021 605
Compensations tenant lieu de taxes	2	920 000	918 391		918 391	879 672
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 461 000	1 676 844		1 676 844	1 639 072
Services rendus	5	866 100	1 495 252		1 495 252	1 302 374
Imposition de droits	6	3 592 000	4 179 911		4 179 911	3 559 713
Amendes et pénalités	7	800 000	646 747		646 747	860 547
Revenus de placements de portefeuille	8	350 000	628 916		628 916	504 480
Autres revenus d'intérêts	9	510 000	547 077		547 077	435 101
Autres revenus	10		371 791		371 791	350 846
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	89 428 000	91 250 328		91 250 328	88 553 410
<b>Investissement</b>						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	6 895 000	3 143 608		3 143 608	6 381 061
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18		90 865		90 865	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20	6 895 000	3 234 473		3 234 473	6 381 061
	21	96 323 000	94 484 801		94 484 801	94 934 471
<b>Charges</b>						
Administration générale	22	14 005 443	13 224 573	325 092	13 549 665	14 222 182
Sécurité publique	23	18 986 023	19 045 941	146 061	19 192 002	18 406 726
Transport	24	19 876 630	21 135 796	3 428 894	24 564 690	22 796 489
Hygiène du milieu	25	10 094 143	9 918 850	4 173 086	14 091 936	13 408 989
Santé et bien-être	26	651 252	639 386		639 386	628 537
Aménagement, urbanisme et développement	27	2 214 918	2 271 923	29 208	2 301 131	1 895 114
Loisirs et culture	28	17 599 591	19 106 057	2 351 322	21 457 379	19 466 667
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	1 788 800	962 324		962 324	977 548
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32	10 453 663	10 453 663	( 10 453 663 )		
	33	95 670 463	96 758 513		96 758 513	91 802 252
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	34	652 537	(2 273 712)		(2 273 712)	3 132 219

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019		2018
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	652 537	(2 273 712)	3 132 219
Moins: revenus d'investissement	2 (	6 895 000 ) (	3 234 473 ) (	6 381 061 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(6 242 463)	(5 508 185)	(3 248 842)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Amortissement	4	10 453 663	10 453 663	10 024 645
Produit de cession	5		81 800	408 315
(Gain) perte sur cession	6		(69 136)	(276 119)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	10 453 663	10 466 327	10 156 841
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		64 753	
	15		64 753	
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	3 109 200 ) (	3 086 051 ) (	3 201 151 )
	18	(3 109 200)	(3 086 051)	(3 201 151)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19 (	) (	1 044 387 ) (	681 478 )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		1 699 738	2 217 976
Excédent de fonctionnement affecté	21		1 004 320	
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 100 000)	(733 713)	(775 022)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(2 000)	(2 000)	(7 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(1 102 000)	923 958	754 476
	26	6 242 463	8 368 987	7 710 166
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		2 860 802	4 461 324

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
		Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1	3 234 473	6 381 061
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Acquisition			
Administration générale	2	( 1 792 735 )	( 303 509 )
Sécurité publique	3	( 3 853 014 )	( 355 426 )
Transport	4	( 4 588 874 )	( 4 202 918 )
Hygiène du milieu	5	( 1 377 409 )	( 3 588 771 )
Santé et bien-être	6	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( 20 331 )	( )
Loisirs et culture	8	( 5 764 592 )	( 1 665 982 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )
	10	( 17 396 955 )	( 10 116 606 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>			
Acquisition	11	( )	( )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>			
Émission ou acquisition	12	( 372 128 )	( )
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	7 559 000	3 159 851
<b>Affectations</b>			
Activités de fonctionnement	14	1 044 387	681 478
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	1 142 425	987 386
Excédent de fonctionnement affecté	16	409 650	
Réserves financières et fonds réservés	17	1 342 124	465 983
	18	3 938 586	2 134 847
	19	(6 271 497)	(4 821 908)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	(3 037 024)	1 559 153

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
CHARGES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<b>Budget 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>Rémunération</b>	1	16 740 500	17 674 078	16 121 153
<b>Charges sociales</b>	2	4 553 000	5 252 777	4 917 446
<b>Biens et services</b>				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5	66 000	65 504	65 123
Autres biens et services	6	16 175 000	16 899 849	15 456 781
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	806 692	663 193	639 757
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	258 308	258 308	262 241
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11	723 800	40 823	75 550
<b>Contributions à des organismes</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	43 899 400	43 849 590	42 898 629
Transferts	13			
Autres	14			
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16	906 600	1 101 635	913 074
<b>Amortissement des immobilisations</b>	17	10 453 663	10 453 663	10 024 645
<b>Autres</b>				
- Autres	18	1 087 500	434 340	427 853
- Variation Placement UMQ	19		64 753	
-	20			
	21	95 670 463	96 758 513	91 802 252

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

**RÉSULTATS**

**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>10</b>

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 (                    ) (                    )
	16
	17

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dettes à long terme	20
	21
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	<b>22</b>

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE  
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**





**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

**RÉSULTATS**

**Revenus**

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
	3

**Charges**

Frais de gestion	
Salaires	4
Créances douteuses	5
Autres frais de gestion	6
	7

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	8
-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
	14
	15

**Excédent (déficit) de l'exercice**

16

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	17
Placements de portefeuille	18
Débiteurs	19
Provision pour créances douteuses	20 (                    ) (                    )
	21
Autres	22
	23

**Passifs**

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24
Créditeurs et charges à payer	25
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	26
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27
Autres	28
Autres	29
	30
<b>Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire</b>	<b>31</b>

**Note sur les autres actifs**

**Note sur les créditeurs et charges à payer**

**Note sur les autres revenus reportés**

**Note sur les autres passifs**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	8 010 883	10 048 594
Excédent de fonctionnement affecté	2	4 122 380	3 480 000
Réserves financières et fonds réservés	3	3 057 042	3 665 453
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( )	( 2 000 )
Financement des investissements en cours	5	(927 713)	2 109 311
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	94 036 439	91 271 385
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	( )	( )
	8	108 299 031	110 572 743
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	8 010 883	10 048 594
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10		
	11	8 010 883	10 048 594
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
- Amélioration régime retraite	12		280 000
- Prov terrain Lake/Donnacona	13		1 200 000
- Prov réfection chalets munic	14	2 286 030	2 000 000
- Système financier	15	500 000	
- Déneigement et déglçage	16	645 741	
- Arbres et arbustes	17	41 527	
- Refonte plan d'urbanisme	18	149 082	
- Impondérables	19	500 000	
-	20		
	21	4 122 380	3 480 000
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	4 122 380	3 480 000
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	2 940 719	3 411 130
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	116 323	254 323
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	3 057 042	3 665 453
	48	3 057 042	3 665 453

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (	) ( 2 000 )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	) ( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	) ( )
Autres	52 (	) ( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 (	) ( )
	54 (	) ( 2 000 )
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 (	) ( )
Assainissement des sites contaminés	56 (	) ( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 (	) ( )
Autres		
-	58 (	) ( )
-	59 (	) ( )
	60 (	) ( 2 000 )
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 (	) ( )
Intérêts sur la dette à long terme	62 (	) ( )
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 (	) ( )
Utilisation du fonds de roulement	64 (	) ( )
Mesure relative aux frais reportés	65 (	) ( )
Autres		
-	66 (	) ( )
-	67 (	) ( )
	68 (	) ( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 (	) ( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (	) ( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 (	) ( )
Autres		
-	72 (	) ( )
-	73 (	) ( )
	74 (	) ( )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 (	) ( 2 000 )

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	82 2 376 046	2 671 899
Investissements à financer	83 ( 3 303 759 ) (	562 588 )
	84 (927 713)	2 109 311
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 124 891 172	117 960 544
Propriétés destinées à la revente	86 137 196	137 196
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 307 375	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 125 335 743	118 097 740
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 125 335 743	118 097 740
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 ( 40 232 136 ) (	36 647 387 )
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 ( 65 468 ) (	49 217 )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 8 998 300	9 870 249
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 ( 31 299 304 ) (	26 826 355 )
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ( ) (	) )
	100 ( 31 299 304 ) (	26 826 355 )
	101 94 036 439	91 271 385

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u>        </u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

Le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Dollard-des-Ormeaux est de type à prestations déterminées. La rente de retraite est égale à 2 % du salaire final moyen moins 1,8 % de la rente payable par le Régime des rentes du Québec, pour chaque année de service reconnu avant le 1er janvier 1993. Pour chaque année de service reconnu entre le 1er janvier 1993 et le 31 décembre 2015, la rente de retraite est égale à 2 % du salaire final moyen. À compter du 1er janvier 2016, la rente de retraite est égale à 2 % du salaire final moyen pour les cadres et les cols blancs, alors que pour les cols bleus, la rente pour chaque année de service reconnu est de 1,9 % du salaire de l'année indexé au minimum entre le salaire industriel moyen et 2,5 %. Le salaire final moyen correspond à la moyenne des salaires annuels des cinq années consécutives de service reconnu au cours desquelles le salaire fut le plus élevé. Pour le service reconnu avant le 1er janvier 2016, la rente de retraite est payable sans réduction à compter de l'âge de 60 ans. Pour le service reconnu à compter du 1er janvier 2016, la rente de retraite des participants cols blancs, cols bleus et cadres est payable sans réduction à compter de 62,5 ans, 60 ans et 62 ans, respectivement.

La dernière évaluation actuarielle du Régime était au 31 décembre 2018.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 1 597 000	777 000
Charge de l'exercice	4 ( 2 282 000 )	( 2 102 000 )
Cotisations versées par l'employeur	5 2 265 000	2 922 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>1 580 000</u>	<u>1 597 000</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 76 458 000	71 546 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( <u>76 458 000</u> )	( <u>72 414 000</u> )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(868 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>1 580 000</u>	<u>2 465 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 1 580 000	1 597 000
Provision pour moins-value	12 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>1 580 000</u>	<u>1 597 000</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	71 546 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( )	( 72 414 000 )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( )	( 868 000 )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 3 638 000	2 924 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 <u>3 638 000</u>	<u>2 924 000</u>
Cotisations salariales des employés	21 ( 1 809 000 )	( 1 290 000 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ( 24 000 )	( 32 000 )
	23 <u>1 805 000</u>	<u>1 602 000</u>
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 441 000	429 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>2 246 000</u>	<u>2 031 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 <u>3 949 000</u>	<u>3 745 000</u>
Rendement espéré des actifs	34 ( 3 913 000 )	( 3 674 000 )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>36 000</u>	<u>71 000</u>
Charge de l'exercice	<u>2 282 000</u>	<u>2 102 000</u>

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 4 393 000	3 549 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 ( 3 913 000 )	( 3 674 000 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 480 000	(125 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (36 000)	(30 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 (3 579 000)	(3 074 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 79 691 000	68 339 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	429 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 1 125 000	425 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 11	13
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,45 %	5,45 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,37 %	5,45 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,04 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 1,10 %	1,10 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

		2019		2018
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>				
Actif (passif) au début de l'exercice	55			
Charge de l'exercice	56	(                    )		(                    )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57			
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58			
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>				
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	(                    )		(                    )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61			
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63			
Provision pour moins-value	64	(                    )		(                    )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65			
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>				
Nombre de régimes et avantages en cause	66			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	(                    )		(                    )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69			
<b>Charge de l'exercice</b>				
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70			
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71			
	72			
Cotisations salariales des employés	73	(                    )		(                    )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	(                    )		(                    )
	75			
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76			
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77			
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78			
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79			
Variation de la provision pour moins-value	80			



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 ( _____ )	( _____ )	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ( _____ )	( _____ )	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112	
	113	

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 \_\_\_\_\_ 1

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	115	1 421
	517	

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	6
	6	6

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	117	<u>11 790</u>	<u>9 327</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	118	39 731	31 432
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	<u>26 573</u>	<u>27 175</u>
	120	<u>66 304</u>	<u>58 607</u>

---

**Note**

---

---

## **RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS**

**ANALYSE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

<b>TAXES</b>		<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	76 152 274	74 320 551
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5		
Activités de fonctionnement	6		
Activités d'investissement	7		
Autres	8		
	9	76 152 274	74 320 551
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	3 505 823	3 497 147
Égout	11		
Traitement des eaux usées	12		
Matières résiduelles	13		
Autres			
-	14		
-	15		
-	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17		
Service de la dette	18	1 127 302	1 203 907
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	4 633 125	4 701 054
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	4 633 125	4 701 054
	27	80 785 399	79 021 605

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité*

<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	28	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	29	
Taxes d'affaires	30	
Compensations pour les terres publiques	31	
	32	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	33	
Cégeps et universités	34	
Écoles primaires et secondaires	35	918 391
	36	879 672
	918 391	879 672
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	37	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	38	
Taxes d'affaires	39	
	40	
	41	918 391
		879 672
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>		
Taxes sur la valeur foncière	42	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	43	
Taxes d'affaires	44	
	45	
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>		
Taxes sur la valeur foncière	46	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	47	
	48	
<b>AUTRES</b>		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49	
Autres	50	
	51	
	52	918 391
		879 672

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS</b>		<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	53	545 088	391 999
<b>Sécurité publique</b>			
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	58		
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	582 353	598 885
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82	23 554	16 800
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	87	17 850	12 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	88	99 326	109 561
Autres	89		
<b>Réseau d'électricité</b>	90		
	91	1 268 171	1 129 245

**ANALYSE DES REVENUS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	92		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	93		
Sécurité incendie	94	3 143 608	511 617
Sécurité civile	95		
Autres	96		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	21 735	2 672 273
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	(64 621)	2 231 452
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128	42 886	965 719
<b>Réseau d'électricité</b>	129		
	130	3 143 608	6 381 061



**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	408 673	509 827
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Autres	138		
	139	408 673	509 827
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	<b>140</b>	<b>4 820 452</b>	<b>8 020 133</b>

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS</b>		<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES</b>			
<b>MUNICIPAUX</b>			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145	106 770	62 211
Sécurité incendie	146	48 584	57 416
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149	155 354	119 627
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168		
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité			
	181		
	182	155 354	119 627

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	183		
Évaluation	184		
Autre	185	464 478	234 957
	186	464 478	234 957
Sécurité publique			
Police	187		
Sécurité incendie	188		
Sécurité civile	189		
Autres	190		
	191		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	192		
Enlèvement de la neige	193		
Autres	194	56 767	118 058
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	195		
Transport adapté	196		
Transport scolaire	197		
Autres	198		
Autres	199		
	200	56 767	118 058
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201		
Réseau de distribution de l'eau potable	202		
Traitement des eaux usées	203		
Réseaux d'égout	204		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	205		
Matières recyclables	206		
Autres	207		
Cours d'eau	208		
Protection de l'environnement	209		
Autres	210	12 328	10 020
	211	12 328	10 020
Santé et bien-être			
Logement social	212		
Sécurité du revenu	213		
Autres	214		
	215		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	216		
Rénovation urbaine	217		
Promotion et développement économique	218		
Autres	219		
	220		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	221		
Activités culturelles			
Bibliothèques	222		
Autres	223	806 325	819 712
	224	806 325	819 712
Réseau d'électricité			
	225		
	226	1 339 898	1 182 747
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	<b>227</b>	<b>1 495 252</b>	<b>1 302 374</b>

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité*

		Réalizations 2019	Réalizations 2018
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>			
Licences et permis	228	267 431	235 511
Droits de mutation immobilière	229	3 912 480	3 324 202
Droits sur les carrières et sablières	230		
Autres	231		
	232	4 179 911	3 559 713
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>			
	233	646 747	860 547
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>			
	234	628 916	504 480
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>			
	235	547 077	435 101
<b>AUTRES REVENUS</b>			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236	69 136	276 119
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238		
Contributions des promoteurs	239		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240		
Contributions des organismes municipaux	241		
Autres contributions	242		
Redevances réglementaires	243		
Autres	244	393 520	74 727
	245	462 656	350 846
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>			
	246		

**ANALYSE DES CHARGES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

		Réalizations 2019			Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>					
Conseil	1	691 534		691 534	585 064
Greffe et application de la loi	2	469 055		469 055	464 339
Gestion financière et administrative	3	4 376 843		4 376 843	4 402 109
Évaluation	4	310 254		310 254	299 674
Gestion du personnel	5	587 082		587 082	575 521
Autres					
- Quote-part agglomération	6	6 522 397		6 522 397	7 259 278
- Autres dépenses d'admin	7	267 408	325 092	592 500	636 197
	8	13 224 573	325 092	13 549 665	14 222 182
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>					
Police	9	11 053 283		11 053 283	10 649 374
Sécurité incendie	10	6 025 665	77 937	6 103 602	5 867 254
Sécurité civile	11	36 145		36 145	32 962
Autres	12	1 930 848	68 124	1 998 972	1 857 136
	13	19 045 941	146 061	19 192 002	18 406 726
<b>TRANSPORT</b>					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	5 090 020	1 543 002	6 633 022	6 241 864
Enlèvement de la neige	15	5 066 646	1 543 002	6 609 648	5 286 232
Éclairage des rues	16	697 324	171 445	868 769	841 654
Circulation et stationnement	17	525 612	171 445	697 057	658 113
Transport collectif					
Transport en commun	18	9 565 556		9 565 556	9 556 662
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21	190 638		190 638	211 964
	22	21 135 796	3 428 894	24 564 690	22 796 489

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

		Réalizations 2019			Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 836 604		1 836 604	1 918 488
Réseau de distribution de l'eau potable	24	3 337 723	1 817 958	5 155 681	4 924 279
Traitement des eaux usées	25				
Réseaux d'égout	26	646 870	2 225 049	2 871 919	2 746 429
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	1 633 647		1 633 647	1 613 251
Élimination	28	710 880		710 880	568 166
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	1 129 440	130 079	1 259 519	1 122 134
Tri et conditionnement	30	548 926		548 926	435 842
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38	74 760		74 760	80 400
Autres	39				
	40	9 918 850	4 173 086	14 091 936	13 408 989
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>					
Logement social	41	506 124		506 124	500 470
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	133 262		133 262	128 067
	44	639 386		639 386	628 537
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 266 400	29 208	1 295 608	1 215 367
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47	104 664		104 664	87 709
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48				
Tourisme	49				
Autres	50	874 693		874 693	570 111
Autres	51	26 166		26 166	21 927
	52	2 271 923	29 208	2 301 131	1 895 114

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations 2019			Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>Non audité</b>					
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	652 999	374 863	1 027 862	972 512
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 691 373	374 863	2 066 236	2 000 823
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 965 861	374 863	2 340 724	2 230 513
Parcs et terrains de jeux	56	7 751 280	689 206	8 440 486	7 570 240
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59	1 410 993		1 410 993	1 236 525
	60	13 472 506	1 813 795	15 286 301	14 010 613
Activités culturelles					
Centres communautaires	61	1 280 322	374 863	1 655 185	1 455 229
Bibliothèques	62	3 029 975	162 664	3 192 639	3 003 131
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	1 323 254		1 323 254	997 694
	66	5 633 551	537 527	6 171 078	5 456 054
	67	19 106 057	2 351 322	21 457 379	19 466 667
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>					
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	899 007		899 007	868 616
Autres frais	70	22 494		22 494	33 382
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71	36 000		36 000	71 000
Autres	72	4 823		4 823	4 550
	73	962 324		962 324	977 548
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>					
	74				
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>					
	75	10 453 663	( 10 453 663 )		

# Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Dollard-Des Ormeaux

Code géographique : 66142

Type d'organisme municipal : Municipalité locale



**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Autres renseignements financiers non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
<b>Questionnaire</b>	<b>12</b>

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

		Réalizations 2019	Réalizations 2018
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	612 125	3 381 805
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	765 285	197 520
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	993 541	3 440 506
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	2 107 865	334 188
Autres infrastructures	11	2 904 069	
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	4 687 269	508 734
Édifices communautaires et récréatifs	14	3 369 808	1 142 263
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	642 944	
Ameublement et équipement de bureau	18	416 788	250 108
Machinerie, outillage et équipement divers	19	701 582	831 100
Terrains	20	195 679	30 382
Autres	21		
	22	17 396 955	10 116 606

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	612 125	3 381 805
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	765 285	197 520
Autres infrastructures	27	6 005 475	3 774 694
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	10 014 070	2 762 587
	34	17 396 955	10 116 606

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	254 323		138 000	116 323
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	7 573 610		1 138 467	6 435 143
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	18 998 422	7 559 000	1 809 584	24 747 838
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	26 826 355	7 559 000	3 086 051	31 299 304
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	9 870 249		871 949	8 998 300
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	9 870 249		871 949	8 998 300
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	9 870 249		871 949	8 998 300
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17				
	18	9 870 249		871 949	8 998 300
	19	36 696 604	7 559 000	3 958 000	40 297 604
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	( )
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	22	36 696 604	7 559 000	3 958 000	40 297 604

**Note**

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité****Administration municipale**

Dette à long terme	1	40 297 604
--------------------	---	------------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	3 303 759
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	116 323
--	---	---------

Débiteurs	9	8 998 300
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	1 608 367
--	----	-----------

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	32 878 373
---	----	------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme des  
organismes contrôlés et des partenariats**

	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	32 878 373
------------------------------	----	------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme  
d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	18	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	19	308 020
---------------------------	----	---------

Autres organismes	20	4 420 812
-------------------	----	-----------

Endettement total net à long terme	21	37 607 205
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	53 175 000
--	----	------------

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	53 175 000
--	----	------------

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	90 782 205
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
--	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
---	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

		Réalizations 2019	Réalizations 2018
<b>Administration générale</b>			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2	310 254	299 674
Autres	3	6 522 397	7 259 278
<b>Sécurité publique</b>			
Police	4	11 053 283	10 649 374
Sécurité incendie	5	6 025 665	5 807 088
Sécurité civile	6	26 166	25 582
Autres	7	324 410	297 469
<b>Transport</b>			
Réseau routier	8	734 036	647 142
Transport collectif	9	9 565 556	9 556 662
Autres	10	190 638	211 964
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout	11	4 129 189	4 109 813
Matières résiduelles	12	1 233 542	979 421
Cours d'eau	13		
Protection de l'environnement	14	74 760	80 400
Autres	15		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	16	506 124	500 470
Autres	17	133 262	128 067
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	48 594	43 855
Rénovation urbaine	19	104 664	87 709
Promotion et développement économique	20	874 693	570 111
Autres	21	26 166	21 927
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	22	642 937	624 929
Activités culturelles	23	1 323 254	997 694
<b>Réseau d'électricité</b>			
	24		
	25	43 849 590	42 898 629

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****Non audité**

		<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	17 297 705	10 072 704
<b>Frais de financement</b>	4	99 250	43 902
<b>Autres</b>	5		
	6	17 396 955	10 116 606

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

		<b>Effectifs personnes/ année <sup>2</sup></b>	<b>Semaine normale (heures)</b>	<b>Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice</b>	<b>Rémunération</b>	<b>Charges sociales</b>	<b>Total <sup>1</sup></b>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	61,00	35,00	119 059,00	5 458 916	1 698 726	7 157 642
Professionnels	2						
Cols blancs	3	66,00	35,00	123 640,00	3 745 790	1 113 131	4 858 921
Cols bleus	4	137,00	36,00	222 392,00	8 004 919	2 355 024	10 359 943
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	264,00		465 091,00	17 209 625	5 166 881	22 376 506
Élus	9	9,00			464 453	85 896	550 349
	10	273,00			17 674 078	5 252 777	22 926 855

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<b>Gouvernement du Québec</b>		<b>Gouvernement du Canada</b>	<b>ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines</b>	<b>Total</b>
		<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13			(64 621)		(64 621)
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	1 676 844		64 621	3 143 608	4 885 073
	17	1 676 844			3 143 608	4 820 452

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

		2019	2018
<b>Administration générale</b>			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	58 577	95 013
	4	58 577	95 013
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5		
Sécurité incendie	6	11 287	4 050
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	11 287	4 050
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	177 623	189 173
Enlèvement de la neige	11	177 623	189 173
Autres	12	39 472	42 038
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	394 718	420 384
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	196 672	134 721
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	27 952	17 573
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	224 624	152 294
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	180 468	201 773
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	888	916
Autres	38	91 762	103 118
	39	273 118	305 807
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	962 324	977 548



**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	2019		2018
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
M. Alex Bottausci	77 444	16 764
M. Alex Bottausci (Agglomération)	17 116	
M. Laurence Parent	22 850	11 425
M. Laurence Parent (Agglomération)	630	290
M. Errol Johnson	22 850	11 425
M. Mickey Max Guttman	22 850	11 425
M. Herbert Brownstein	22 850	11 425
M. Herbert Brownstein (Agglomération)	5 517	2 653
M. Morris Vesely	22 850	11 425
Mme Valérie Assouline	22 850	11 425
M. Pulkit Kantawala	22 850	11 425
Mme Colette Gauthier	22 850	11 425
Mme Colette Gauthier (Agglomération)	5 719	2 576

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	6 000 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

**Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement**

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	\$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>	
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12	21 538 \$	
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15	306 689 \$	
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18	\$	
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21	\$	

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 <input type="checkbox"/>	23 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:		
a) du paragraphe 1 <sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28 _____	\$
b) du paragraphe 2 <sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31 _____	\$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	34 _____	\$
b) autres formes d'aide	35 _____	\$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36 _____	
Facteur comparatif de 2019	37 _____	
Valeur uniformisée	38 _____	

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 \_\_\_\_\_ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 \_\_\_\_\_ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 \_\_\_\_\_ \$

b) Dépenses d'investissement

42 \_\_\_\_\_ \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 \_\_\_\_\_ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 \_\_\_\_\_

b) Date d'adoption de la résolution

45 \_\_\_\_\_

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

**OUI****NON**

46

47

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 \_\_\_\_\_

b) Date d'adoption de la résolution

49 \_\_\_\_\_

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens		
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50 <input type="checkbox"/>	51 <input type="checkbox"/>
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52	_____
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53	_____
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>		
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54	_____
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55	_____
<i>Mesures d'encadrement</i>		
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56	_____
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :		
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57	_____
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58	_____
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :		
- la mort	59	_____
- une blessure grave	60	_____
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61	_____

# Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Dollard-Des Ormeaux

Code géographique : 66142

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4



**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au trésorier de la Ville de Dollard-des-Ormeaux,

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Dollard-des-Ormeaux (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Observations - Référentiel comptable**

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état**

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

**Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Goudreau Poirier inc.

Vaudreuil-Dorion, le 10 août 2020

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797



# Données prévisionnelles non auditées

## pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Dollard-Des Ormeaux

Code géographique : 66142

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020</b>	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

**TAXES**

---

**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	78 118 100
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	78 118 100

---

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	3 504 000
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	1 154 200
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	4 658 200
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	4 658 200
	27	82 776 300

---

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	940 000
	9	940 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	940 000

**GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	940 000

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

	<b>Assiette d'application imposable</b>	<b>Taux adopté</b>	<b>Revenus bruts</b>	<b>Crédits/ Dégrèvements</b>	<b>Dotation à la provision</b>	<b>Autres ajustements</b>	<b>Revenus nets</b>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 5 963 603 419	X 5 0,9360	/100\$ 6 55 819 328				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 351 356 397	X 8 0,9360	/100\$ 9 3 288 696				
Immeubles non résidentiels	10 535 090 042	X 11 3,4970	/100\$ 12 18 712 099				
Immeubles industriels	13 .....	X 14 .....	/100\$ 15 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....				
Autres	19 15 917 567	X 20 1,8720	/100\$ 21 297 977				
Immeubles agricoles	22 .....	X 23 .....	/100\$ 24 .....				
<b>Total</b>			25 78 118 100	26 ( )	27 ( )	28	29 78 118 100
<b>Taxes spéciales</b>							
Service de la dette (taux unique)	30 .....	X 31 .....	/100\$ 32 .....				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....				
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....				
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....				
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....				
<b>Total</b>			54	55 ( )	56 ( )	57	58



**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

	<b>Assiette d'application imposable</b>	<b>Taux adopté</b>	<b>Revenus bruts</b>	<b>Crédits/ Dégrèvements</b>	<b>Dotation à la provision</b>	<b>Autres ajustements</b>	<b>Revenus nets</b>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 .....	X 5 .....	/100\$ 6 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 .....	X 8 .....	/100\$ 9 .....				
Immeubles non résidentiels	10 .....	X 11 .....	/100\$ 12 .....				
Immeubles industriels	13 .....	X 14 .....	/100\$ 15 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....				
Autres	19 .....	X 20 .....	/100\$ 21 .....				
Immeubles agricoles	22 .....	X 23 .....	/100\$ 24 .....				
<b>Total</b>			25 .....	26 ( .....	) 27 ( .....	) 28 .....	29 .....

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30 .....	X 31 .....	/100\$ 32 .....				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....				
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....				
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....				
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....				
<b>Total</b>			54 .....	55 ( .....	) 56 ( .....	) 57 .....	58 .....

	<b>Valeur locative imposable</b>						
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>	59 .....	X 60 .....	% 61 .....	62 ( .....	) 63 ( .....	) 64 .....	65 .....

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

**Par unité de logement**

Eau	1	2 2 0 , 0 0 \$
Égout	2	, \$
Eau et égout	3	, \$
Traitement des eaux usées	4	, \$
Matières résiduelles	5	, \$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Eau - plus de 2 logements	155,0000	4	
Eau - piscines - immeubles appartements	300,0000	4	
Eau - piscines publiques	600,0000	4	
Eau - résidences personnes âgées	70,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité****REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	82 776 300
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

**Ajouter**

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

**Déduire**

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	17 268
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	13 691 011
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>	<b>10</b>	<b>69 068 021</b>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI  
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 6 865 967 425

**TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020**

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12          1 ,             5       9 /100 \$

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1	18 712 100			298 000	3 288 700	
De secteur	2						
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	235 493			4 404	48 609	
Autres	5					1 094 225	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	18 947 593			302 404	4 431 534	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>					
Générales	9	55 819 300			78 118 100
De secteur	10				
Autres	11				
<b>Taxes sur une autre base</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	865 694			1 154 200
Autres	13	2 409 775			3 504 000
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	59 094 769			82 776 300

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input checked="" type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25 _____		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 _____		\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27 _____	2019-12-16	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

***Non audité***

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>97 929 151 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>3 391 800 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>1 458 200 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>\$</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
<b>La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	



**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Roman Beschieru , atteste que le rapport financier de Dollard-Des Ormeaux pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-08-25.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Dollard-Des Ormeaux.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Dollard-Des Ormeaux consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Dollard-Des Ormeaux détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-08-20 14:56:13

Date de transmission au Ministère : 2020/08/27